



Bulletin d'informations et d'analyses
sur l'extractivisme ici et en Colombie

Projet accompagnement solidarité Colombie
Avril 2025

L'assassinat de Mongo et la criminalisation des mineurs ancestraux en Colombie

Le 9 mars 2025, Jaime Gallego, surnommé Mongo, a été assassiné. Leader social, défenseur des droits humains et figure incontournable de la lutte pour la reconnaissance des mineurs ancestraux, Mongo organisait une grève minière prévue pour le 10 mars dans plusieurs municipalités du Nord-Est et du Nord d'Antioquia.

Ce crime ne relève pas de la simple criminalité ordinaire. Il s'inscrit dans une structure de violence politique bien plus large, dans laquelle la défense de la vie et des pratiques ancestrales est devenue un acte de résistance risqué.

La grève s'est finalement tenue le 24 mars. Elle visait à dénoncer la répression croissante envers les pratiques minières artisanales, ainsi que la destruction systématique des équipements utilisés par des mineurs sans titres officiels.

Mongo dénonçait la persécution de l'UNIMIL (Unité de la police contre l'exploitation illégale de minéraux) contre les petits mineurs indépendants, une unité spéciale qui, sous couvert de lutte contre l'illégalité, agit comme bras armé des grandes compagnies minières. L'Armée Gaitanista de Colombie (ou Clan del Golfo), groupe paramilitaire issu des anciennes Autodéfenses Unies de Colombie (AUC), est responsable de son assassinat.

Mais Mongo n'est pas le premier. D'autres leaders ont été tués pour les mêmes raisons, par les mêmes acteurs, dans un contexte similaire de conflit autour du contrôle des mines. La liste est tragiquement longue et ces assassinats restent impunis. Cette continuité dans la violence s'explique par la lutte entre, d'un côté, les travailleurs et mineurs artisanaux, et de l'autre, le capital transnational soutenu par l'État et les groupes armés.

L'histoire de la criminalisation des mineurs ancestraux prend racine dans le Code minier de 2001 (Loi 685), rédigé avec des fonds de la coopération canadienne. Ce code a instauré un modèle minier fondé sur la logique du free mining, qui attribue les titres au premier demandeur, favorisant les grandes entreprises, qui disposent des ressources pour surmonter les barrières techniques, environnementales et administratives. Ainsi, du jour au lendemain, des pratiques

minières artisanales de communautés paysannes, afro-descendantes et autochtones vieilles de plusieurs générations ont été requalifiées en exploitation illégale, ouvrant la voie à une criminalisation systématique.

Depuis des années, les mineurs ancestraux exigent une reconnaissance juridique différenciée. Des entreprises comme Aris Mining, multinationale canadienne anciennement connue sous le nom de Gran Colombia Gold, prétendent intégrer les petits mineurs via des modèles de sous-traitance. Or, la sous-traitance s'adresse à des compagnies minières locales, qui souvent entretiennent des liens d'allégeance économique avec la multinationale. Bien qu'elles emploient des habitants de la région, ces entreprises n'incarnent pas les revendications des communautés minières ancestrales : elles les neutralisent et ce faisant permettent à la compagnie Aris Mining de s'en servir pour ses campagnes publicitaires.

Le modèle de sous-traitance a aussi une fonction plus sombre : il agit comme un mécanisme de contrôle territorial et politique. Dès 2004, alors que l'État procédait à la liquidation de la Frontino Gold Mines, des contrats d'exploitation de certaines mines ont été octroyés à des paramilitaires du Bloc Central Bolívar.

La structure paramilitaire actuelle du Clan del Golfo, responsable de l'assassinat de Mongo, est l'héritière directe du Bloc Central Bolívar. La «démobilisation» de 2006 n'a été qu'une réorganisation. Le Clan del Golfo est une nouvelle version de ces anciens groupes, désormais intégrés dans des logiques économiques plus complexes, où légalité et illégalité se confondent.

En parallèle de ces pratiques sur le terrain, Aris Mining déploie une communication publique axée sur la durabilité, les droits humains et l'inclusion. Récemment, en 2025, l'entreprise a même financé la participation d'une personne au Forum de l'Accord d'Escazú (accord sur l'accès à l'information, la participation du public et la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes), organisé dans un luxueux complexe hôtelier à St. Kitts. Ceci illustre à quel point les espaces de participation sont cooptés, vidés de leur substance, et utilisés comme vitrines par ceux-là mêmes qui oppriment les populations qu'ils prétendent soutenir.

L'assassinat de Mongo n'est pas un fait isolé. Il est l'aboutissement d'un modèle extractif militarisé qui, sous couvert de légalité, criminalise les pratiques ancestrales, détruit les tissus communautaires et tue les leaders sociaux.

Les mineurs ancestraux ne demandent ni charité, ni intégration dans les structures des multinationales. Ils exigent la reconnaissance pleine et entière de leurs droits historiques, territoriaux et politiques. Leur lutte est une lutte pour la vie.

Références et article intégral sur notre site web.

Accompagnement international en Colombie

Le PASC promeut une vision anti-impérialiste de la solidarité internationale. L'accompagnement agit comme mécanisme de protection auprès des communautés et organisations sociales, tout en ouvrant des espaces pour la construction de liens de solidarité directe.

Intéressé·e à réaliser un séjour d'accompagnement en Colombie?
Contactez-nous ou visitez notre site web.

100 ans de solitude au Catatumbo

Le Catatumbo, région frontalière de la Colombie et du Venezuela, est fameux pour ses éclairs permanents qui illuminent cette partie du nord des Andes, mais aussi pour son histoire de luttes paysannes et de mobilisations. Depuis la grande grève Nord oriental de 1987, les communautés organisées dans leur Comité d'action communautaire (JAC) ont élaboré un plan de vie afin de préserver leur autonomie, leur modèle agricole, tout en exigeant l'accès à l'éducation, à la santé et aux infrastructures de base.

Après les grèves paysannes entre 2014 et 2021, et avec l'entrée de Gustavo Petro, il y avait beaucoup d'espoir de voir le changement arriver sur ce territoire.

Depuis 2023, les organisations sociales et les institutions publiques ont commencé à négocier un accord, aujourd'hui Pacte social pour le Catatumbo, composé de six axes stratégiques : éducation, santé, infrastructures, économie, aménagement du territoire et paix.

Cependant, mi-janvier tout a basculé. Une confrontation militaire entre l'ELN et le 33e Front (ex-FARC) a éclaté. Le Pacte a finalement été signé en mars sous État d'urgence et tensions militaires, non pas avec les organisations sociales mais avec les gouvernements locaux, d'extrême droite. Les projets de construction d'infrastructures, routes et ponts seront pris en charge par l'armée elle-même.

Ce qui se passe au Catatumbo n'est pas différent des épisodes récurrents dans plusieurs régions du conflit armé colombien. Ce qui est différent, c'est que

cela est devenu une nouvelle nationale, une « menace à la sécurité nationale, liée au trafic de drogue », permettant une intervention militaire états-unienne à terme. Le traitement de la crise a provoqué une vague de déplacements bien plus importante que ce qui se passe habituellement dans ces cas, générant une crise humanitaire massive. Tout le monde parle de 57 000 personnes déplacées, mais aucune institution officielle n'a de sources. Des témoignages de déplacé-es expliquent que, si le conflit est bien réel, le déplacement est la pire des solutions. Les communautés, dont la majorité sont restées au Catatumbo, se sont mobilisées à plusieurs reprises contre la militarisation.

Selon le CISCA, nous venons de perdre une opportunité historique. Nous avons eut un an de cessez-le-feu entre l'État colombien et plusieurs groupe armés. Le prix d'achat de la pâte de coca, matière première nécessaire à la production de cocaïne, était en chute libre. C'était le moment d'agir avec un plan pour transformer l'économie de la région, assurant le futur de la paysannerie.

« Il est nécessaire de revenir sur la voie du dialogue et d'une solution politique au conflit armé. Sinon, le Catatumbo continuera d'être condamné à 100 ans de solitude par le dernier Aureliano Buendía », a conclu Alberto Castilla du CISCA lors d'une des missions sur le terrain organisées par le mouvement social.

Références et article intégral sur notre site web.



Trump et la Silicon Valley

Extrait d'un article disponible sur www.pasc.ca

Donald Trump veut gagner la course mondiale en matière d'IA et il en fait une question de sécurité nationale. Dans un décret récent, il annulait le décret de Biden qui visait à encadrer le développement de l'IA, pourtant de manière bien timide. D'autre part, parmi les personnes choisies pour devenir membres de son cabinet, figurent nombre de ténors de la Silicon Valley.

Un des objectifs de taille de ces technocrates est leur volonté de transformer profondément l'État américain par la mise en place d'un mode de gouvernance algorithmique. Elon Musk joue le rôle de figure de proue de cette transformation, avec la mise sur pied du DOGE - département de l'Efficiencia gouvernementale - qu'il dirige. Sous le prétexte de démasquer la fraude et de mettre fin au gaspillage, son équipe opère des coupes drastiques dans la fonction publique et les programmes gouvernementaux. Ils utilisent l'IA générative pour identifier les « économies budgétaires potentielles » et prendre le contrôle du système informatique du département du Trésor pour la distribution de fonds. Le DOGE est en train d'installer l'IA dans l'ensemble de l'appareil gouvernemental et de remplacer les processus de décisions et les interactions humaines par une gouvernance technocratique.

L'IA vient remplacer la prise de décision humaine. Qu'on parle de gaspillage gouvernemental, de mauvaises décisions des gestionnaires, de l'inefficacité de la bureaucratie ou d'une main d'œuvre coûteuse

et difficile à gérer, l'IA devient la baguette magique reposant sur le mythe de la productivité que nous brandissent les technocrates.

L'ampleur de la transformation de l'État dépendra de la décision prise concernant la « quantité de pouvoir que nous accordons aux machines ». En laissant l'IA nous dicter les décisions à prendre, on se retrouve avec une société pilotée par les algorithmes. Le pouvoir se retrouve concentré entre les mains de ceux qui maîtrisent la technique et dépend de l'idéologie qui les guident dans la programmation du code qui façonne l'algorithme. Couplé aux différents mécanismes de la société de surveillance qui se mettent en place grâce à l'utilisation massive de systèmes connectés basés sur l'IA, tant dans nos vies quotidiennes que dans les relations des entreprises et de l'État avec les citoyens, le risque qui se profile à l'horizon est l'implantation d'une sorte de techno-fascisme.

La transition numérique gouvernementale est à l'ordre du jour ici aussi. Au « Québec » la mise en place du Système d'Authentification gouvernementale (SAG) et le projet de Loi sur l'identité numérique nationale (PL82) avancent rapidement. En plus d'accentuer la fracture numérique et de brimer le droit à l'accès aux services pour tous et toutes, la transition numérique des services gouvernementaux ouvre grand la porte au profilage et à la discrimination. Et c'est sans compter la hausse de la surveillance et du contrôle que permettront ce type de systèmes basés sur l'utilisation de nos données et la biométrie.

La Piedra, c'est la roche de la résistance, celle qui, dans le soulier des puissants, dérange. C'est celle qui dans sa diversité, constitue notre habitat, vitale à nos existences. C'est la roche qu'on lance. Et c'est la roche exploitée. L'extractivisme ravage toujours davantage ici et ailleurs. C'est au "Canada", sur terres colonisées, que la majorité des entreprises minières du monde ont leur siège social. Les entreprises canadiennes déploient leurs activités en Colombie en toute impunité, profitant et nourrissant la violence politique et sociale qui sévit dans ce pays.

